

# Des enseignants en profitent pour terminer le programme

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4738 - Lundi 25 mars 2019 - Prix : 10 DA

Béjaïa  
**Mécontentement  
chez les  
pompiers**

Page 24

Alerte à la tuberculose

## L'Algérie s'engage à éradiquer la maladie à l'horizon 2030

Page 2

### Gilets jaunes, l'escalade ?

Par Mohamed Habili

Comparé à l'acte 18, où violences et casses, à Paris notamment, avaient été au rendez-vous, et qui pour cette raison a constitué un tournant, l'acte 19 des gilets jaunes a été particulièrement calme, encore qu'il n'ait pas manqué d'affrontements dans les villes où des restrictions de manifester ont été adoptées. Mais ce qui fait la particularité de ce dernier samedi de mobilisation, c'est bien sûr la décision prise par les autorités françaises d'affecter des militaires prélevés sur le dispositif antiterroriste Sentinelle à la garde des bâtiments publics. Pour la première fois, donc, dans le contexte du mouvement des gilets jaunes, l'armée est mise à contribution dans des opérations de maintien de l'ordre, même si le gouvernement nie que ce soit le cas. La réalité, c'est que l'armée se trouve impliquée, peut-être à son corps défendant, dans une tâche à laquelle d'une part elle n'est pas préparée, et qui de l'autre ne fait pas partie de ses missions propres. C'est une grande responsabilité que prend là le président français, qui pourrait être amené à le regretter. En l'occurrence, le risque est important que le remède s'avère dans les journées à venir pire que le mal pour lequel il a été prescrit. A l'escalade du fait lors de l'acte 18 d'une partie des manifestants, des black blocs pour la plupart, des spécialistes de la casse, les autorités répondent par des mesures d'exception : appel à l'armée, et interdictions de se regrouper dans les centres de certaines villes.

Suite en page 3

### Fruits et légumes

# Les marchés, prétexte de flambée des prix ?



PH/E. Soraya/J. A.

Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes et les problèmes d'approvisionnement en cette période. Ce sont, en fait, les événements de ces dernières semaines qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et la demande fait le reste. Lire page 2

Tizi Ouzou/ Pour réclamer le gaz naturel  
**Les habitants d'Agouni Fourou  
ferment le siège de Sonelgaz**

Page 4

Cinéma /Enfance  
**«Le bélier magique» de  
Sadek El Kébir présenté à Alger**

Page 13

Fruits et légumes

# Les marchés, prétexte de flambée des prix ?

■ Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes et les problèmes d'approvisionnement en cette période. Ce sont, en fait, les événements de ces dernières semaines qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et la demande fait le reste.

Par Meriem Benchoûia

Les Algériens vivent, depuis quelques semaines, au rythme des manifestations et rassemblements populaires. Ces événements ont entraîné une envolée des prix des fruits et légumes sur les marchés. En effet, les spéculateurs ont rebondi ces derniers jours, profitant de la situation pour faire des affaires sur le dos des citoyens. Si cette situation est préjudiciable à plus d'un titre pour les familles, les commerçants, eux, nagent dans le bonheur. Cela représente pour eux une période de vaches grasses, idéale pour renflouer les caisses. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes et les problèmes d'approvisionnement en cette période. Ce sont, en fait, les événements de ces dernières semaines qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et la demande fait le reste. Au final,

c'est le consommateur, confronté à cette hausse, qui doit gérer afin de ne pas trop esquisser sa bourse. Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement ressenti cette hausse. Des ménagères rencontrées n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étals le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Malek, jeune commerçant, considère toutefois que cette flambée est due aussi au manque d'approvisionnement : «A cet effet, les commerçants profitent de l'aubaine pour multiplier les prix», nous confie encore notre interlocuteur. Un autre citoyen nous a exprimé son inquiétude, tout en soutenant que «si cela continue comme ça... la situation évoluera vers une anarchie générale», a-t-il déploré. Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier donnent froid dans le dos, et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désemparés. Les



PHD.R.

prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 80DA le kilo

dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 70 ou 75 DA. Ce tubercule, réputé être le légume des pauvres, est désormais inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descend pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue est cédée à 150 DA. Les navets et la carotte sont vendues entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette de prix est maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne diffèrent pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron, dont le prix est maintenu entre 450 et 500 DA/kg, est deve-

nu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, est proposé à 80 DA/kg. Le prix des haricots verts a atteint les 500 DA/kg, les poivrons sont entre 200 et 220 DA et les courgettes à 120 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane est cédée entre 270 et 300 DA le kg, les oranges entre 160 DA et 180 DA, les fraises entre 220 DA et 250 DA, les pommes à 280 DA. M. B.

## Métaux précieux Les modalités d'agrément pour l'importation définies au Journal officiel

LES MODALITÉS d'agrément pour l'exercice de l'activité d'importation d'or, d'argent et de platine bruts, mi-ouvrés ou ouvrés, et l'activité de récupération et de recyclage des métaux précieux, ont été définies dans un décret exécutif publié au Journal officiel n° 17. Le décret a pour objet de modifier et de compléter le décret exécutif du 23 juin 2015 fixant les modalités d'agrément pour l'exercice de l'activité d'importation d'or, d'argent et de platine bruts, mi-ouvrés ou ouvrés, et l'activité de récupération et de recyclage des métaux précieux. L'exercice de l'activité d'importation d'or, d'argent et de platine bruts, mi-ouvrés ou ouvrés, de récupération et de recyclage des métaux précieux, est subordonné à la souscription par le postulant à un cahier des charges. La souscription au cahier des charges, dûment constatée par les services fiscaux territorialement compétents, ouvre droit au postulant à un agrément en qualité d'importateur d'or, d'argent et de platine bruts, mi-ouvrés ou ouvrés, de recycler et de récupérateur de métaux précieux, délivré par le directeur des impôts de wilaya dans un délai de trente jours après accord du directeur régional des impôts. R. N.

## Alerte à la tuberculose

# L'Algérie s'engage à éradiquer la maladie à l'horizon 2030

La tuberculose continue de faire parler dramatiquement d'elle dans notre pays. Les autorités sanitaires tentent de rassurer en affirmant «l'engagement de l'Algérie à éradiquer définitivement la tuberculose à l'horizon 2030». En tous cas, la peur persiste en dépit des assurances des autorités locales. La population vit toujours un climat de psychose.

On la croit trop souvent disparue, et pourtant, la tuberculose est de retour en Algérie. Cette maladie qui touche le plus souvent les poumons. Elle est propagée d'une personne à l'autre par les voies aériennes : les personnes atteintes infectent les autres par leurs toux, leurs éternuements et leurs crachats.

Tenant de rassurer, le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, D' Djamel Fourar, a réitéré, hier, l'engagement de l'Algérie à éradiquer définitivement la tuberculose à l'horizon 2030, conformément au calendrier arrêté par

l'Organisation des Nations unies dans le cadre des objectifs du développement durable. S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose coïncidant avec le 24 mars de chaque année, M. Fourar a précisé que l'Etat œuvrait, conformément aux objectifs des Organisations onusiennes, à éradiquer définitivement la tuberculose, au regard du lourd fardeau qu'elle constitue sur la santé et l'économie nationales, et ce, à travers la sensibilisation de la société et la redynamisation des efforts du système de santé, indiquant, dans ce sillage, que celle-ci figure parmi les dix maladies les plus mortelles au monde (1.7 million décès/an), en dépit de son recul au cours des dernières années.

Cependant, il a mis en garde également contre la résistance de cette maladie aux antibiotiques ces dernières années, donnant ainsi des résultats insatisfaisants dans plusieurs cas et entravant les efforts de l'Etat dans la matière. Le responsable du

programme national de lutte contre la tuberculose au ministère de la Santé, le P Sofiane Ali Halassa, a rappelé que le nombre des cas de tuberculose recensé à travers le monde s'élevait à plus de 10 millions, dont 64% dans 9 pays et à leur tête les pays de l'Asie du Sud-Est, suivis des pays du continent africain où le nombre des cas oscille entre 150 et 500 cas pour 100 000 habitants, alors que l'Europe et l'Amérique du Nord comptent 10 cas pour 100 000 habitants. Selon le même responsable, 10 pays africains ont enregistré un taux élevé de cas d'atteinte, allant jusqu'à 72% et un taux de décès de 60%, car certains patients souffraient de deux maladies concomitantes, à savoir : la tuberculose et le sida.

Concernant la situation épidémiologique en Algérie, le P' Ali Halassa a dit que le pays a enregistré, durant les dernières années, un recul sensible de la tuberculose pulmonaire contagieuse, outre la prévalence de la tuberculose extrapulmonaire, soulignant, dans ce cadre, que

les cas de tuberculose du premier type ont enregistré un pic de 30 cas pour 100 000 habitants, notamment chez les personnes âgées.

Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, François Nguessan Bla, a évoqué la situation de l'Afrique, affirmant qu'en dépit du recul de 4% de l'incidence de la tuberculose dans la région, le continent est classé deuxième au niveau mondial depuis 2013. «En dépit de l'amélioration de la prévention et du traitement en Afrique, les objectifs tracés n'ont pas été atteints, ce qui complique la réalisation des objectifs du développement durable 2016-2030», a-t-il précisé.

A l'effet de faire face à la prévalence de cette maladie dans le continent, l'OMS a appelé à adopter des programmes multisectoriels et à assurer les soins pour tous, notamment les patients à risque à l'instar de ceux atteints du sida et les enfants.

Louiza Ait Ramdane

Ouverture des établissements scolaires aux élèves en classe d'examen

## Des enseignants en profitent pour terminer le programme

■ *Durant cette première semaine de vacances de printemps, les établissements scolaires resteront ouverts pour permettre aux élèves en classe d'examen de suivre des séances de soutien pédagogique mais malheureusement certains enseignants au lieu de les faire réviser ont décidé de finir leurs programmes scolaires, chose qui n'est pas correcte.*

Par Thinhinene Khouchi

Pour cette première semaine de vacances de printemps à l'effet d'améliorer leur rendement scolaire et d'augmenter leurs chances de réussite, les élèves en classe d'examen ont été appelés à se rendre dans leurs établissements scolaires afin de suivre des séances de soutien pédagogique. Cependant, certains enseignants au lieu de faire réviser leurs élèves ont décidé de finir leurs programmes pédagogiques en cette période, chose qui n'est pas correcte car l'élève a besoin de se reposer et réviser les leçons du deuxième trimestre et non pas de recevoir des leçons du troisième trimestre. En effet, une maman d'élève en 4e année moyenne à Ain Benian nous a affirmé que «plusieurs enseignants de mon fils les ont informés que durant cette première semaine ils procéderaient à l'achèvement du programme pédagogique et gare aux élèves qui n'assistent pas» ce n'est donc pas des révisions, s'interroge la maman de cet élève. «Les enseignants doivent donner des révisions aux élèves en classe d'examen et non pas de nouvelles leçons, c'est très important la révision», explique notre interlocutrice ajoutant : «pourquoi les obliger à y assister? Le soutien pédagogique ne concerne-t-il pas les élèves qui désirent en bénéficier? ceux qui n'assistent pas ne doivent pas être sanctionnés et les ensei-



P.V.D.R.

gnants devront leur répéter les leçons dispensées durant cette semaine de vacances». Pour rappel, le ministère de l'Education nationale avait appelé les directeurs des établissements éducatifs, tous cycles confondus, à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux élèves en classe d'examen de suivre des séances de soutien pédagogique durant la première semaine de vacances d'hiver et de printemps à l'effet d'améliorer leur rendement scolaire et d'augmenter leurs chances de réussite. Dans une circulaire concernant «l'ou-

verture des établissements éducatifs pour l'organisation de séances de soutien pédagogique durant la première semaine de vacances d'hiver et de printemps», le ministère a précisé que les «séances de soutien sont destinées aux élèves en classe d'examen en vue de les préparer à ces rendez-vous importants». Le soutien pédagogique concerne les élèves qui désirent en bénéficier.

Il vise notamment à renforcer leur apprentissage et à enrichir les acquis, indique le ministre qui souligne que des séances de révision encadrées, surveillées

ou en groupe sont prévues. Les directeurs des établissements éducatifs, tous cycles confondus, sont appelés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour informer les élèves intéressés et à encourager les enseignants et les travailleurs à contribuer à cette opération. Les directeurs des établissements éducatifs ayant connu des perturbations sont appelés également à mettre en place, en collaboration avec les enseignants, le programme de rattrapage qu'ils estiment adéquat, conclut le ministre.

T. K.

### Opportunisme politique

## Djaballah tente de jouer l'option mouvement populaire

L'élection présidentielle d'avril 2019 étant portée sur le calendrier des partis de l'opposition, notamment ceux de mouvance islamiste, comme l'échéance idoine pour effectuer «un retour en force» sur la scène politique nationale, ces derniers ont vu leur ambiance se désagréger avec l'annonce de l'annulation de ce scrutin. Mués par la soif du pouvoir, ces partis décident alors de surfer sur le mouvement populaire mis en marche depuis le 22 février dernier pour réclamer un changement radical dans la gouvernance du pays. Bien que ce mouvement ait affiché dès le départ son «refus catégorique» d'une quelconque récupération partisane et politique, les formations politiques islamistes, comme celles de toute l'opposition d'ailleurs, ont toutes salué et soutenu «la contestation populaire pacifique».

Une occasion pour Abdallah

Djaballah, président du parti Al Adala, devenu depuis peu Front algérien pour le développement, la liberté et la justice (FADLJ), de refaire surface après une immersion dans l'ombre du Mouvement de la société pour la paix (MSP) en rejoignant d'autres partis de l'opposition tels que Talai El Houriyat, le RCD, le FFS et bien sûr le MSP. Lequel Djaballah ira même jusqu'à abriter hier la sixième rencontre de l'opposition, au siège de son parti à Baba Hassen, qui a enfin débouché sur «une feuille de route pour une sortie de crise actuelle du pays».

En effet, Djaballah, qui veut absolument rebondir d'une absence prolongée, entend aujourd'hui jouer «un rôle important» en cette période sensible durant laquelle une transition politique de vrait s'opérer.

L'on se demande alors quelle est la nature et comment peut-il tenir un tel rôle lorsque l'o-

n connaît d'abord sa vision proche des frères musulmans dont il est inutile de se remémorer les exactions durant la décennie noire et même avant, mais aussi ses positions aussi ambiguës qu'instables, notamment par rapport à sa participation aux élections présidentielles annulées du 18 avril. «Le conseil annonce que le Front pour la justice et le développement ne présentera pas de candidat à la prochaine élection présidentielle, mais il se considère concerné par le scrutin», a vait-il alors déclaré. C'est dire la visibilité politique de Abdallah Djaballah qui aujourd'hui veut s'approprier les revendications populaires du 22 février. Une visibilité qui se reflète aussi à travers une crise d'identité faisant qu'il peine à trouver une appellation ancrée et pérenne à sa formation politique. D'abord le Front de la justice et du développement ou El-Adala, puis tout récemment

Front algérien pour le développement, la liberté et la justice (FADLJ), histoire de changer sa vitrine en intégrant les slogans de «développement» et de «liberté», évolution sociale et modernité obligent.

Mieux, dans sa quête pour une légitimité politique, Djaballah et consorts qui il y a peu clamaient la non-ingérence de l'armée dans les affaires civiles du pays, voilà qu'hier dans un retournement de veste devenu à la mode ces derniers temps, invitent «l'institution militaire à répondre aux revendications du peuple afin de l'aider à les réaliser dans un cadre garantissant la légitimité populaire» peut-on lire en effet dans le communiqué de l'opposition de Djaballah à l'issue de la réunion tenue hier au siège du FJD. Ceci étant, l'espoir nourri par son ambition de se repositionner sur l'échiquier politique du pays

### LA QUESTION DU JOUR

## Gilets jaunes, l'escalade ?

Suite de la page une

Dès le 19<sup>e</sup> acte, celui de samedi dernier, il a été question à Paris, mais sans doute aussi dans d'autres villes, de se diriger vers les Champs-Élysées, et en direction d'autres quartiers fermés, pour les ouvrir à nouveau aux manifestations, ce qui aurait donné lieu à des affrontements bien plus importants que ceux de l'acte 18. Il semble certain que ce qui n'a pu se faire samedi dernier en fin de journée, des gilets jaunes vont s'y mettre dès le début de l'acte 20, samedi prochain. Et si ce n'est à Paris, du moins dans d'autres villes soumises elles aussi à des restrictions de manifester. Plus grave encore, le fait même d'aligner des militaires devant les bâtiments officiels peut avoir pour effet pervers de donner envie aux plus radicaux parmi les manifestants, ou même à un ou à plusieurs provocateurs infiltrés, d'en forcer l'entrée. Le cas échéant, ces militaires non formés au maintien de l'ordre, et d'ailleurs non équipés pour ce faire, n'auraient probablement d'autre choix, si leurs vies se trouvaient en danger, que de faire usage de leurs armes. Faire appel à l'armée, c'est de toute façon s'exposer au scénario du pire. Entre continuer à déplorer des dégâts matériels, comme ce fut le cas le samedi d'avant, et se voir dans l'obligation de tirer sur des manifestants, le gouvernement français aurait dû opter pour le premier terme de l'alternative, pour désagréable qu'il soit. Tout vaudrait mieux pour lui que l'effusion de sang. Tel apparemment n'a pas été son choix. Il faut pour cela que les casses et autres pillages survenus lors de l'acte 18 lui aient paru en annoncer d'autres de plus grande ampleur encore, et qu'il ne pourrait empêcher qu'en recourant sans plus attendre à des mesures exceptionnelles. Dans moins d'une semaine maintenant, on commencera à savoir s'il a vu juste, ou s'il a commis une erreur aux conséquences incalculables.

M. H.

pour récupérer les marches des citoyens qui se déroulent à travers le pays et qu'il dit «soutenir et accompagner pour le moment», restera vain et sans lendemain quand on sait que le mouvement populaire lui a d'ores et déjà donné une réponse en le chahutant le vendredi 15 mars dernier lorsqu'il s'est aventuré avec le député du parti El Adala, Lakhdar Benkhelaf, à participer aux manifestations.

Lynda Naili

Tizi Ouzou/ Pour réclamer le gaz naturel

# Les habitants d'Agouni Fourou ferment le siège de Sonelgaz

■ Un projet qui est en cours depuis 2014 mais qui n'a atteint, en 2019, qu'un taux d'avancement ne dépassant pas les 50%. Les manifestants accusent l'entreprise chargée du projet d'avoir déserté les lieux depuis cinq années.

Par Hamid M.

Des habitants du village d'Agouni Fourou, dans la commune d'Ait Toudert (45 km au sud-est de Tizi Ouzou) ont fermé, hier, le siège de la direction de distribution (ex-Sonelgaz) de Tizi Ouzou pour dénoncer les retards enregistrés dans l'opération d'alimentation de leurs foyers en gaz naturel. Les protestataires affirment avoir épuisé toutes les voies de recours pour se faire entendre, avant de procéder à la fermeture

de l'administration du maître de l'ouvrage du projet de raccordement de leur village au réseau de gaz naturel. Un projet, en cours depuis 2014, mais qui n'a atteint, en 2019, qu'un taux d'avancement ne dépassant pas les 50%. Les manifestants accusent l'entreprise chargée du projet d'avoir déserté les lieux depuis cinq années. De son côté, le responsable de la direction de distribution de Tizi Ouzou a pris l'engagement de renforcer le chantier pour achever les travaux dans les meilleurs délais.

H. M.



PVD, R.

## Hassi-Messaoud Journées d'information sur le Centre d'instruction de l'intendance

DES JOURNÉES d'information sur le Centre d'instruction de l'intendance de Hassi-Messaoud ont été organisées hier à la Maison de la Culture Moufidi-Zakaria à Ouargla, à l'initiative de la 4<sup>e</sup> Région militaire. Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à demain, vise à faire connaître, à travers divers ateliers pédagogiques, les différentes spécialités de formation dispensées par cet établissement militaire, dont la cordonnerie, la blanchisserie, les chaud et froid, le piquage et la formation de serveur, réceptionniste et coiffeur.

Ouvertes au nom du commandant de la 4<sup>e</sup> RM par son adjoint le général major-major Abdelwahab Cherairia, ces journées d'information portent aussi sur la présentation d'équipements utilisés dans certaines spécialités de formation, telles que les tenues de travail et de protection, les accessoires et autres. Elles s'inscrivent au titre de la stratégie du haut commandement de l'Armée nationale populaire visant le rapprochement de l'institution militaire du citoyen afin de lui faire découvrir les différentes missions dévolues aux structures de l'ANP et leurs équipements, dans le cadre du raffermissement des liens Armée-Nation, a indiqué M. Cherairia. Ouvert en 2015, le Centre d'instruction de l'intendance de Hassi-Messaoud assure une formation de six mois dans onze petites spécialités pour les élèves sous-officiers contractuels et de réserve, selon le commandant du Centre, le colonel Mohamed Lassaâd Bouguenour. (APS)

## Projet de la pénétrante autoroutière Bouira-Tizi Ouzou Des employés réclament des primes

Des dizaines de travailleurs du groupement algéro-turc (Ozgun Murol-Engoa), chargé de réaliser la pénétrante autoroutière reliant Bouira à Tizi-Ouzou sur une distance de 48 km, ont entamé un mouvement de grève pour «réclamer leurs droits relatifs aux primes de travail», a-t-on constaté. Dans la matinée, plus d'une centaine d'employés ont observé un sit-in sur la route nationale n° 5, non loin du site de leur chantier. Les protestataires, dont les contrats de travail sont toujours en vigueur, réclament à leur entreprise des «primes liées aux travaux de réalisation de tunnels, d'ouvrages d'art ainsi que de la route». «Nous avons décidé de faire grève pour réclamer nos primes et l'entreprise ne veut pas répondre à

nos revendications», se sont-ils plaints à la presse. Contacté par l'APS, le directeur du projet, Abdelaziz Ait Kaci, a confirmé qu'«effectivement, tous les employés algériens de ce groupement avaient entamé un mouvement de grève pour réclamer leurs primes». «Cette action n'a aucun lien avec un quelconque licenciement de travailleurs, comme le prétendent certains d'entre eux», a précisé M. Ait Kaci. «Les contrats de ces employés sont toujours en vigueur jusqu'au mois de mars 2020, donc il n'y a aucun cas de licenciement», a-t-il assuré, sans toutefois s'engager à honorer ou pas les primes réclamées par les travailleurs protestataires. A propos de l'avancement du projet de la pénétrante autoroutière

re Bouira-Tizi-Ouzou, le directeur du projet a expliqué que le taux était de l'ordre de 50%, invoquant plusieurs contraintes relatives notamment aux indemnités d'une soixantaine d'habitants touchés par le tracé de cette route ainsi qu'aux lignes électriques moyenne et haute tension notamment à Ouled Nacer, Ouled Aïssa et à Ath Yahia Moussa. Une enveloppe de 71 milliards de DA a été consacrée à la réalisation de cette pénétrante dont les travaux ont été confiés au groupement algéro-turc Ozgun Murol ENGOA (OME). «Actuellement, c'est le personnel expatrié turc qui assure les travaux en raison de la grève des travailleurs algériens», a tenu à préciser M. Ait Kaci. Sami B.

## E-paiement

### Algérie Poste poursuit l'opération d'acquisition des TPE

L'établissement Algérie Poste poursuit l'opération d'acquisition des terminaux de paiement électronique (TPE) afin de les généraliser à travers les différents établissements et sociétés publiques ainsi que les commerçants sur tout le territoire national, en adéquation avec les dispositions de la loi de finances, a annoncé l'entreprise samedi. «Cette opération permet d'effectuer des paiements par carte, à partir du compte courant postal (CCP), ce qui contribuera grandement à réduire les transactions effectuées en recourant à l'argent liquide, augmenter le taux d'épargne dans les canaux officiels et promouvoir les outils de production nationale», a précisé la même source. Algérie Poste avait conclu, en novembre dernier, un mar-

ché avec l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) pour la réalisation d'une quantité de TPE oscillant entre un seuil de 10 000 et un plafond de 50 000 TPE en 5 ans. En réponse à des déclarations de l'ENIE relayées par certains médias, Algérie Poste précise que le marché a été conclu avec l'entreprise Algérie Poste, une entreprise publique à caractère commercial et industriel (EPIC) en vue d'acquiescer des TPE et non avec le ministère de tutelle, soulignant qu'«Algérie Poste ne s'est pas retirée et demeure engagée à mettre en œuvre toutes les clauses dudit marché, de manière progressive sur la base de commandes réparties sur la durée du contrat». «Algérie Poste a passé, à ce jour, une commande pour la réa-

lisation de 3 000 TPE», précise l'entreprise, ajoutant que le contrat n'en est qu'à ses débuts, a-t-elle expliqué. Par ailleurs, Algérie Poste a rappelé que «le marché conclu ne l'oblige pas à passer une commande de plafond (50 000) défini dans le contrat, mais elle ne saurait aller en-dessous du seuil (10 000). Elle n'est également pas obligée de demander la totalité des TPE en une seule commande au début du contrat. Elle compte, plutôt, passer plusieurs commandes sur les 5 ans définis dans le contrat, selon ses conditions et son plan d'action», précise la même source, réaffirmant qu'elle était responsable uniquement de la mise en œuvre des clauses du contrat conclu avec l'ENIE. Mahi Y.

## Concours international du Coran

### Ouverture à Boufarik de la session de qualification

La 5<sup>e</sup> session de qualification des candidats au concours international du saint Coran sera ouverte aujourd'hui à Boufarik (Blida), a-t-on appris hier auprès du directeur des Affaires religieuses et des wakfs de la wilaya. «Près de 51 candidats récitant du saint Coran, de toutes les wilayas du pays, sont attendus au niveau de l'école coranique Kouider-Bounedjar de Boufarik, pour prendre part à cette session qualificative, qui s'étendra du 25 au 28 mars courant», a indiqué à l'APS Kamel Belassel. Nombre de doctorants en langue arabe, des enseignants du Coran

et autres psychologues assureront l'encadrement de cette session annuelle qualificative, organisée précédemment à Mila et Khenchla notamment, a ajouté le responsable. Il a signalé l'introduction d'une nouveauté pour cette année, consistant à assurer une prise en charge psychologique et pédagogique aux candidats afin, a-t-il dit, de les «habiliter moralement et spirituellement à assurer la meilleure représentation possible pour l'Algérie à l'étranger». L'autre particularité de cette session 2019 réside dans le fait que la totalité des candidats (garçons et

filles) sont des «universitaires accomplis, entre médecins, ingénieurs et autres diplômés en études supérieures, qui ne se sont pas contentés d'apprendre le Coran, mais aussi en savent toutes les règles de récitation et psalmodie», s'est félicité M. Belassel. «Les lauréats de cette session représenteront l'Algérie au prochain premier concours international de saint Coran, au moment où les autres sont appelés à la représenter dans d'autres concours ultérieurs, chacun selon l'ordre de son classement», a-t-il informé. M. L.

Afrique/Accès universel à l'électricité

# Pour de nouveaux mécanismes de financement

■ Les acteurs du secteur de l'énergie participant au 5<sup>e</sup> Forum d'investissement dans l'accès à l'énergie, tenu récemment à Abidjan (Côte d'Ivoire), ont appelé à une restructuration des mécanismes de financement permettant le développement de la connectivité hors réseau et mini-réseaux en Afrique, a indiqué la Banque africaine de développement (BAD) sur son site web.

Par Salem K.

« Pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité au cours de la prochaine décennie, il faudra déployer à grande échelle des solutions hors réseau et des mini-réseaux », a déclaré le directeur par intérim des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à la BAD, Daniel Schroth, lors du 5<sup>e</sup> Forum d'investissement dans l'accès à l'énergie. Ce forum rassemble des parties prenantes des secteurs public, privé et autres, pour encourager l'accès à l'énergie propre à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique. La BAD a mis au point des instruments de financement permettant de faire participer le secteur hors réseau et mini-réseaux par le biais de son parrainage et de son ancrage dans la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI), un mécanisme de financement par emprunt de 500 millions de dollars destiné à de petits projets d'énergie renouvelable. « Malgré les dotations importantes en res-

Ph.D. R.



sources énergétiques de l'Afrique, près de 600 millions de personnes sur le continent n'ont toujours pas accès à l'électricité.

De toute évidence, les investissements insuffisants sont au cœur du paradoxe énergétique de l'Afrique», note la BAD. Pour sa

part, la directrice exécutive du Centre pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (ECREEE), Mahama Kappiah, a

avancé que «le manque de gestion de projet adéquate dans le secteur de l'énergie en Afrique était un inconvénient majeur des investissements privés». «L'argent n'est pas le problème. Le problème réside dans la manière dont les projets du secteur de l'énergie sont préparés au financement. Nous devons nous attaquer aux problèmes institutionnels et réglementaires du secteur de l'énergie afin que l'Afrique puisse attirer davantage d'investissements privés», a-t-elle ajouté lors d'une séance intitulée «soutenir le secteur des énergies renouvelables hors réseau». De son côté, Joao Cunha, responsable de la division des initiatives pour les énergies renouvelables à la BAD, a déclaré : «La Banque africaine de développement est un fervent partisan du secteur de l'énergie en Afrique. C'est une priorité absolue. Nous pouvons constater que le secteur évolue à mesure que les systèmes énergétiques décentralisés se développent rapidement avec la prolifération de technologies hors réseau. Il est donc essentiel de réduire les risques au départ pour attirer de nouveaux investissements». Long Cheng, directeur général pour l'Afrique chez Trina Solar, a souligné l'importance des technologies solaires pour fournir des solutions qui répondent aux besoins des communautés rurales en Afrique. «L'énergie solaire est également un contributeur important à l'agenda climatique du continent», selon M. Cheng. Dominiek Deconinck, gestionnaire de fonds à l'Initiative de financement de l'électrification (ElectriFI) a quant à lui souligné que les plans d'entreprise et les discussions à cet égard devraient «se concentrer sur la conversion des intérêts en investissements dans le secteur hors réseau».

Mahi O.

S. K./APS

## Consommation

### L'inflation à 4,1%

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,1% jusqu'à février 2019, selon l'Office national des statistiques (ONS). L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel jusqu'à février 2019 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant de mars 2018 à février 2019 par rapport à la période allant de mars 2017 à février 2018. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation en février 2019 par rapport à janvier 2019, elle a légèrement baissé de 0,5%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont enregistré un recul de 1,3% en février 2019 comparativement à janvier 2019. Cette baisse est induite, essentiellement, par une décroissance des prix des

produits agricoles frais (-2,8%), précise l'Office. Les plus importantes baisses ont concerné les fruits (-10,8%), les œufs (-12,4%), la viande de poulet (-8,8%) et la pomme de terre (-8%) en variation mensuelle. En revanche, des hausses des prix ont été enregistrées pour les légumes frais (+1,55%) et les poissons frais (+2,47%). Pour les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont enregistré une légère hausse de 0,1%. Par ailleurs, en ce qui concerne les prix des produits manufacturés, ils ont connu une relative stagnation (-0,02%), alors que ceux des services ont observé une légère hausse (+0,64%) en février 2019 par rapport à janvier 2019, détaille l'organisme des statistiques. Par groupe de biens et services, l'augmentation des prix a touché les produits des groupes «santé-hygiène corporelle»

(+0,72%), «logement-charges» (+1%), «éducation-culture-loisirs» (+0,1%) et le groupe divers (+0,13%). Quant aux produits du groupe «habillement-chaussures», leurs prix ont connu une baisse de 0,52% en février par rapport à janvier 2019. Concernant la variation des prix sur la période janvier-février 2019 par rapport à la même période de 2018, elle a connu une hausse de 2,64%. Ainsi, cette augmentation a touché les biens alimentaires (+1,66%) induite par les prix des produits agricoles frais (+1,01%) et des produits alimentaires industriels (+2,3%). La hausse des prix a aussi concerné les biens manufacturés (+3,87%) et les services (+2,56%) sur la période janvier-février 2019 par rapport à la même période de 2018. Pour rappel, le taux d'inflation a atteint 4,3% en 2018.

## Union européenne

### Bruxelles s'attend à un nouveau bras de fer budgétaire avec l'Italie

Bruxelles s'attend à un nouveau bras de fer avec l'Italie concernant son budget, jugeant les estimations de croissance de Rome «trop optimistes», quelques mois seulement après un compromis arraché avec la coalition populiste au pouvoir. «Je suis vraiment inquiet pour l'Italie. Dans aucun autre Etat membre de l'UE, l'économie ne s'est autant contractée», affirme dans un entretien à l'édition dominicale du journal «Die Welt» le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis. Pointant du doigt l'augmentation des taux d'intérêt et une baisse de la confiance des investisseurs dans le pays, il estime que la «situation est problématique» et

s'attend «à des discussions difficiles» avec Rome. M. Dombrovskis a annoncé que la Commission ferait à nouveau le point au début du mois de juin et discuterait des prochaines étapes. Fin février, le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, avait déjà exhorté la coalition populiste au pouvoir en Italie à assainir rapidement ses finances publiques en raison des «perspectives économiques qui s'assombrissent». «Les hypothèses de croissance de Rome sont trop optimistes», a expliqué M. Dombrovskis. L'Italie a enregistré en 2018 une croissance de 0,9% de son Produit intérieur brut (PIB), avec un net ralentissement en fin d'année puisque le

pays est entré en récession technique au second semestre. Et pour l'année à venir, le gouvernement italien, formé par la Ligue (extrême droite) et le Mouvement 5 étoiles (antisystème), prévoit une croissance de 1%. De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) table seulement sur une hausse de 0,6% et la Commission européenne sur 0,2%. La Commission exhorte surtout le pays à diminuer sa dette publique qui a atteint 2,1% en 2018, en légère amélioration par rapport aux 2,4% de 2017. «Il est important que le ratio de la dette diminue enfin», selon M. Dombrovskis. Mais malgré ces difficultés, il a estimé qu'un accord avec Rome restait possible : «Nous avons éga-

lement eu des discussions difficiles avec les gouvernements précédents, et en fin de compte, ils ont trouvé des solutions pour limiter la dette». Pour 2019, après un bras de fer avec la Commission européenne fin 2018, la coalition italienne a accepté de revoir à la baisse son déficit, le faisant passer à 2,04% contre 2,4% prévu initialement. Le budget 2019 adopté fin décembre par Rome comprenait une enveloppe de plusieurs milliards d'euros pour des réformes sociales, notamment avec l'introduction d'un revenu de citoyenneté censée sortir des millions de personnes de la pauvreté et relancer la croissance par la demande.

R. E.

## Souk-Ahras/ Barrage Oued Charef

# Achèvement «avant fin mars» des travaux de la station de traitement

■ Les travaux de réalisation de la nouvelle station de traitement des eaux du barrage d'Oued Charef (152 millions m<sup>3</sup>) destinées à l'irrigation agricole, implantée dans la commune de Sedrata (Souk-Ahras), seront achevés «avant la fin du mois de mars courant», ont déclaré des responsables à la direction locale des ressources en eau.

Par Anissa H.

La station d'une capacité de 13 000 m<sup>3</sup> par jour, permettra l'alimentation en eau potable de plus de 100 000 habitants des communes de Sedrata, M'daourouch, et Bir Bouhouche, selon les explications fournies au chef de l'exécutif local, Farid M'hamedi, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (22 mars de chaque année) célébrée à la direction des ressources en eau en présence des autorités civiles et militaires. Le chantier de ce projet affiche un taux d'avancement de 95%, selon les précisions fournies par les responsables concernés, qui ont rappelé que ces travaux, lancés en décembre 2018, ont été supervisés par l'antenne locale de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). Pour sa part, le chef service du stockage des ressources en eau, Salah Eddine Aouadi, a précisé que le taux de remplissage des trois barrages que compte la wilaya de Souk Ahras a été amplifié après les chutes importantes de neiges et pluies enregistrées au cours des derniers mois. Le responsable a indiqué, à ce titre, que le barrage d'Ain Delia, qui ne disposait que de 4 millions m<sup>3</sup> d'eau, est aujourd'hui fort de 40 millions m<sup>3</sup> d'eau, tandis que l'ou-

vrage hydraulique d'Oued Charef a vu son volume d'eau passer de 25 millions m<sup>3</sup> à 55 millions m<sup>3</sup>, et le barrage de Ouldja Melag cumule 90 millions m<sup>3</sup> d'eau alors qu'il ne disposait il y a quelques mois que de 50 millions m<sup>3</sup>.

Ces volumes «confortables» permettront d'assurer une alimentation en eau potable régulière au profit des habitants des différentes régions de cette wilaya frontalière, a considéré le responsable. Aussi, les responsables au sein de la direction des res-

sources en eau ont annoncé l'achèvement «prochain» du programme d'urgence, dont a bénéficié le secteur en 2018 et qui porte sur la réalisation, le raccordement, l'équipement et l'activation de 28 puits profonds et la réactivation de la station de pompage de la cité 16 avril, à l'arrêt depuis 2006, en plus du lancement du chantier de réalisation de la station de dessalement des eaux de la localité El Mazraâ dans la commune d'El Machrouha. Ce programme d'urgence comprend



PH. > D. R.

également la réactivation de la station de dessalement des eaux de la localité Ouled Abbès et le raccordement de la station de pompage des eaux d'El Gadrane de la commune de Medaourouche au réseau de distribution de la ville pour renforcer l'AEP. Il prévoit aussi le lancement

de projets d'alimentation de plusieurs mechtas à travers les communes de la wilaya en cette ressource vitale, en attendant la concrétisation des projets des grands transferts initiés dans le cadre d'une vision nationale prospective du secteur.

A. H. /APS

## Inondations/Constantine

### Réception «avant fin avril» d'un projet de protection de la partie basse d'Ali-Mendjeli

Un projet de protection de la partie basse de la ville d'Ali-Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, contre les inondations sera réceptionné «d'ici à fin avril prochain», a rapporté la direction des ressources en eau. Les travaux de réalisation de ce projet, confiés à deux entreprises nationales «tirent à leur fin», avec un taux d'avancement d'«environ 95%», a indiqué la direction, mettant l'accent sur l'importance de cette opération structurante pour cette région inondable et traversée par un oued. Le projet a été scindé en deux lots, dont le premier, portant sur la réalisation d'un pertuis canal permettant le passage de l'eau et freinage des crues a été déjà achevé, et le second lot portant sur la construction d'un collecteur des eaux plu-

viales d'un linéaire de 2 km destiné à lutter contre les inondations menaçant cette région est «sur le point d'être réceptionné», a précisé la même source. La direction des Ressources en eau a, également, expliqué que la réalisation de ce projet, lancé en 2016 pour un délai de 18 mois, avait été quelques peu perturbée en raison des aléas causés par le chantier de l'extension du tramway ouvert sur ce même site. L'opération de protection de la partie basse de la ville Ali-Mendjeli contre les inondations avait été décidée au profit de la wilaya dans le cadre d'un «plan d'urgence» retenu au lendemain des crues qui avaient affecté fin août 2015 cette agglomération, a-t-on rappelé. Une enveloppe financière évaluée à 700 millions de dinars avait été déga-

gée pour la réalisation de ce projet implanté à l'entrée de la ville Ali-Mendjeli, a rappelé la même source, insistant sur l'urgence de régler le problème d'évacuation des eaux pluviales, «cause principale des inondations menaçant cette agglomération». Ce projet mené en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire s'inscrit au titre de la stratégie nationale de lutte contre les inondations, a ajouté la même source, rappelant que l'étude réalisée récemment par le ministère des Ressources en eau sur la problématique des inondations a classé la ville Ali-Mendjeli parmi «les régions à haut risque» qui nécessitent des interventions sur le terrain pour remédier au phénomène.

F. Y.

## Oran

### Une collecte prévisionnelle de 200 000 quintaux de céréales

La Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oran prévoit une hausse de la collecte de différentes variétés de céréales durant la saison agricole 2018-2019 avec une prévision de 200 000 quintaux, a-t-on appris de cette instance. En dépit de la faible pluviométrie

enregistrée cette année, la CCLS table sur la collecte de 200 000 quintaux cette saison, contre 183 000 qx la saison écoulée, a indiqué son vice-directeur chargé des semences et du soutien à la production. La hausse prévue s'explique par l'irrigation d'appoint adoptée par les agricul-

teurs, a fait savoir Ayoub Tayebi, soulignant que la Direction générale de l'Office national interprofessionnel des céréales insiste sur la nécessité de l'accompagnement des agriculteurs dans cette opération et le rapprochement de la CCLS pour acquérir ces équipements d'irrigation. En

préparation de la saison moisson-battage, tous les moyens nécessaires pour sa réussite ont été mobilisés. Les entrepôts sont aménagés et nettoyés, et les équipements ont fait l'objet de maintenance, en plus de la fourniture du matériel de moisson et la mise en service d'équipes

pour faciliter aux agriculteurs l'opération d'acquisition, selon le même responsable. Dans ce cadre, la CCLS appelle les agriculteurs à se rapprocher d'elle pour déposer les demandes d'obtention des moissonneuses-batteuses avant le lancement de l'opération moisson-battage et les programmer en vue du bon déroulement de l'opération, affirmant qu'elle est prête à accueillir de la récolte à la mi mai prochain. Dans le domaine du stockage, la CCLS compte augmenter ses capacités à Oran à 550 000 qx pour renforcer les capacités de stockage disponibles, actuellement estimées à 220 000 qx répartis sur les docks silos de hai Es-salem, de la localité de Sidi Belkheir (Oued Tlélet) et d'Es Sénia.

A. O.

## ENIE de Sidi Bel-Abbés

### Production de plus de 10.000 terminaux de paiement électronique

L'entreprise nationale d'industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbés a réalisé un bond qualitatif dans la fabrication de terminaux de paiement électronique en produisant plus de 10.000 unités en 2018, a-t-on appris de son Président directeur général. L'ENIE a lancé d'importants investissements dans le cadre de la convention signée entre le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique pour la fabrication de terminaux de paiement électronique, a déclaré Djamel Bekaa. Le même responsable a fait savoir que le ministère indiqué a réceptionné jusqu'à ce jour 3.000 terminaux de paiement électronique en attendant la livraison de 7.000

autres en application de la convention signée. L'ENIE a acquis des moyens et de la matière première nécessaires en vue de la fabrication de plus de 20.000 terminaux de paiement électronique et satisfaire les com-

mandes du ministère, a-t-on ajouté, signalant que le taux d'intégration dans ce domaine a dépassé les 60%. M. Bekaa a ajouté que l'ENIE œuvre, dans le cadre de la diversification de sa production, à développer ce domaine et s'im-

poser au marché national et international, rappelant que des sommes considérables ont été débloquentes dans le cadre de crédits de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) pour achever cet important projet.

F. T.

## Annaba

### Lancement d'une campagne de reboisement de 500 plants de pins maritimes

Pas moins de 500 plants de pins maritimes ont été mis en terre au parc méditerranéen d'Ain Achir à Annaba avec la participation de jeunes des groupes scouts et d'associations écologiques. L'opération a été encadrée par des agents de la Conservation des forêts dans le

cadre de la campagne nationale de reboisement lancée à l'occasion de la célébration de la journée internationale des forêts. Des représentants de la maison de l'environnement et militants écologiques ont présenté aux jeunes participants des explications sur les diverses espèces de

plantes poussant dans le parc méditerranéen d'Ain Achir et le respect de l'équilibre écologique. Des travaux d'aménagement d'aires pour la plantation de plantes et arbres du pourtour méditerranéen et pépinières d'éducation écologiques pour enfants sont en cours dans le

parc, a-t-on précisé. Des agents de la sûreté nationale et représentants de l'organisation nationale de lutte contre la désertification ont participé à cette opération qui sera suivie par des opérations de plantation à travers les cités urbaines.

R. R.

Libye

# Manifestation pour la libération d'Abdallah al-Senoussi

■ Des proches et des membres de la tribu d'al-Megarha, en Libye, ont manifesté, samedi à Tripoli, pour réclamer la libération d'Abdallah al-Senoussi, l'ancien chef des renseignements de l'ancien régime de Muammar Kadhafi, détenu dans la capitale libyenne, ont rapporté des médias.

Par Safy T.

**B**eau-frère par alliance de Kadhafi, Abdallah al-Senoussi a été condamné à mort en 2015 pour son rôle présumé dans la répression meurtrière de la révolte de 2011, lors d'un procès dénoncé comme expéditif par l'ONU et des ONG.

Samedi, quelques dizaines de proches et des membres de la tribu d'al-Megarha, dont fait partie Abdallah al-Senoussi, se sont rassemblés dans le centre de Tripoli pour demander sa libération «pour des raisons de santé».

Dans un communiqué, la tribu al-Megarha a estimé que la libération de M. Senoussi «contribuera à consolider la réconciliation nationale» dans un pays déchiré par les conflits depuis la chute de l'ancien régime de Kadhafi.

Cette manifestation inédite intervient un peu plus d'un mois, après la libération surprise «pour des raisons de santé» de l'ex-chef des renseignements extérieurs au moment du déclenchement de la révolte de 2011,



Abouzeid Dorda, condamné lui aussi à la peine capitale.

Les manifestants ont brandi des photos de M. Senoussi derrière des barreaux et des pancartes sur lesquelles était écrit

«Liberté aux prisonniers. Oui à la réconciliation nationale».

M. Senoussi, comme Seif al-Islam Kadhafi, faisait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour

crimes de guerre présumés lors de la révolte de 2011. La CPI a donné en 2013 le feu vert à Tripoli pour le juger.

Il est depuis détenu dans la capitale libyenne avec une qua-

rantaine d'autres responsables de l'ancien régime, parmi lesquels figure le dernier Premier ministre Baghdadi al-Mahmoudi, condamné à mort.

S. T.

## Tunisie/A quelques mois des élections

### Des coalitions civiles et politiques se proposent comme alternatives aux partis

**L**a dernière période a été marquée par l'émergence de plusieurs coalitions civiles ou partisanes qui envisagent de participer aux prochaines élections.

Elles comptent en leur sein des personnalités familières à l'action partisane et d'autres ayant rejoint la société civile après 2011. Pour ne citer que «Mouwatinnoun» (Citoyens), «Noucherek» (Nous participons) ou encore «Kadiroun» (Nous en sommes capables).

Tout en s'inspirant de la victoire remarquable obtenue par les listes indépendantes lors des élections municipales, ces personnalités se proposent comme alternatives à l'échec des partis au pouvoir et certaines composantes de l'opposition à réaliser les aspirations des électeurs et les objectifs de la révolution.

Le politologue Abdellatif Hanachi distingue entre les coalitions partisanes composées exclusivement de partis politiques et les coalitions partisanes et civiles qui comportent, en plus de militants de partis, des personnalités indépendantes, outre les collectifs des associations de la société civile.

«Ces coalitions, qui misent toutes sur les prochaines élections, se différencient par leurs méthodes de travail et la manière de présenter leurs programmes aux électeurs». Selon l'expert, les coalitions doivent se rendre à

l'évidence qu'elles ne bénéficient pas des mêmes atouts dont disposaient les listes indépendantes lors des municipales de mai 2018.

Et pour cause, les listes candidates aux municipales formaient des groupes de personnes connues dans leurs régions respectives et évoluaient dans un périmètre géographique restreint avec des programmes locaux sollicitant de très près les électeurs. Par contre, les présentes coalitions qui se préparent pour les élections de 2019 sont appelées à atteindre un spectre d'électeurs plus large.

De plus, elles regroupent des personnalités ayant acquis une certaine notoriété et d'autres totalement inconnues de l'électorat.

Il a aussi fait observer que le rayonnement géographique de ces coalitions ne couvre pas tout le territoire puisqu'elles sont, pour la plupart concentrées dans la capitale et les grandes villes, en particulier les régions du Sahel et que leurs ressources financières restent limitées.

Parmi les autres raisons qui pourraient compromettre les chances de ces coalitions lors des prochaines élections, Abdellatif Hanachi a cité la présence de personnalités ayant, dans le passé, échoué en politique et perdu toute crédibilité auprès des électeurs. Pour lui, la crédibilité de ces coalitions est

compromise par leur attachement à un seul et unique objectif qui consiste à combattre le mouvement Ennahdha, négligeant l'impératif de s'organiser et d'élaborer minutieusement leurs programmes afin de convaincre les électeurs. L'activiste politique Naziha Rjiba, membre fondateur du collectif «Citoyens» (Mouwatinnoun), n'a pas caché que l'objectif de cette initiative est de participer aux élections législatives pour présenter une nouvelle alternative politique. Cette initiative vise à mobiliser les Tunisiens qui n'appartiennent à aucun parti politique et ceux déçus par les personnes qu'ils ont élus.

Pour l'activiste politique, dans les prochaines élections législatives se joue l'avenir du pays.

«Citoyens» tend à consacrer l'idée du changement par les urnes et non par les protestations, a-t-elle insisté dans une déclaration à l'Agence TAP, tenant à préciser que ce collectif qui réunit des patriotes loyaux sera ferme dans le choix des personnes qui vont le représenter aux législatives.

Membre du Collectif «Noucherek», l'historien et activiste Alaya Seghaier estime que rien ne peut empêcher la société civile tunisienne, qui a toujours été une force de pression et de proposition poussant vers le changement, à participer aux prochaines législatives.

Il a fait remarquer que du fait de son éparpillement et de son faible poids en termes de concurrence, l'on peut ne pas compter sur l'opposition.

Et d'ajouter que les Tunisiens peuvent revivre l'expérience des municipales de mai 2018 au cours desquelles les indépendants ont récolté 44% des voix, à travers des listes indépendantes composées de personnalités nationales connues pour leur compétence et leur loyauté.

«Nous participons» a été annoncé officiellement le 5 mars en cours avec pour objectif d'unifier les rangs des indépendants et toutes les compétences et les activistes de la société civile et de les rassembler autour d'un projet alternatif. Le collectif compte participer aux législa-

tives par des listes communes et à récupérer les électeurs qui ont voté lors des dernières municipales pour des indépendants.

De son côté, le coordinateur général de la coalition politique «Kadiroun», Mahmoud Ben Romdhane, a souligné l'intention des membres de cette initiative lancée le 17 mars 2019 de remédier au vide politique et de rétablir l'équilibre de la scène nationale.

Car, selon lui, Nidaa Tounès est en état de déliquescence et l'initiative du Chef du gouvernement «Tahya Tounès» est dépourvue de toute crédibilité dans la mesure où elle se nourrit des moyens de l'Etat pour servir des ambitions électorales, sans aucun programme ou vision.

Moncef N./DI

Adnène Hajji :

### Le Mouvement «Tunisie en avant» pour des alliances avec les forces patriotiques de gauche

**TOTALEMENT OPPOSÉ** aux forces obscurantistes libérales de droite, notamment le Mouvement Ennahdha et le Mouvement Nidaa Tounès, le Mouvement «Tunisie en avant» va nouer des alliances avec les forces patriotiques progressistes de gauche, a affirmé samedi le député du bloc parlementaire «Allégeance à la Tunisie» et membre fondateur du Mouvement, Adnène Hajji. Ouvertement hostile au Mouvement Tahya Tounès, ses politiques et ses choix, le parti a déjà entamé une série de concertations avec le parti Al-Jomhourî, le parti Al-Massar, le Mouvement Echaâb et le Front populaire pour une éventuelle alliance des forces de gauche, a déclaré Hajji au deuxième jour du congrès constitutif du Mouvement qui se poursuit pendant trois jours à Hammamet. Les partis de gauche ne peuvent accéder au pouvoir tant qu'ils restent divisés, a-t-il tenu à préciser.

M. N.



## Yémen

# L'espoir de paix suspendu à une trêve fragile

■ Quatre ans après l'intervention militaire au Yémen d'une coalition menée par l'Arabie saoudite, ni le gouvernement ni les rebelles ne sont parvenus à l'emporter et l'espoir de paix repose sur une trêve fragile.

Ce conflit dans le pays le plus pauvre de la péninsule arabique a provoqué la pire crise humanitaire en cours dans le monde, avec des millions de civils au bord de la famine, selon les Nations unies. Il oppose des forces pro-gouvernementales appuyées par l'Arabie saoudite, qui sont intervenues à partir du 26 mars 2015, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran et qui contrôlent encore une bonne partie du nord ainsi que la capitale Sanaa. Après des années de combats meurtriers, la conclusion en décembre 2018, sous l'égide de l'ONU en Suède, d'un accord sur une trêve à Hodeida, principal point d'entrée de l'aide humanitaire internationale, a fait naître un espoir. Cet espoir a été alimenté par la pression internationale exercée sur l'Arabie saoudite, sur la défensive après l'assassinat en octobre en Turquie du journaliste et opposant saoudien Jamal Khashoggi par un commando venu de Ryad. L'affaire a

considérablement terni l'image du royaume. Mais la trêve tient à peine dans la ville portuaire de Hodeida (ouest), un échange de prisonniers agréé il y a des mois ne s'est pas concrétisé et un désengagement des belligérants prévu à Taëz, une grande ville du Yémen (sud-ouest), semble lointain. «Il y a eu une percée en Suède mais elle n'a été en réalité que symbolique», note Elizabeth Dickinson, analyste à l'International Crisis Group. Toutes les tentatives de l'ONU de faire appliquer l'accord n'ont pas abouti jusqu'ici. La trêve à Hodeida n'a permis que de stopper une offensive sous la supervision des Emirats arabes unis, autre pilier de la coalition antirebelles, mais les combats continuent sporadiquement. La coalition a menacé le 31 janvier de recourir à «plus de force» pour «contraindre les rebelles à appliquer l'accord» prévoyant leur retrait de Hodeida et de son port. Pour des experts, les pourparlers en Suède étaient la meilleure

occasion offerte pour s'acheminer vers la paix, sur fond d'inquiétudes internationales devant une famine menaçant plusieurs régions du pays. Des images d'enfants aux allures de squelettes vivants ont fait le tour du monde, mettant davantage de pression sur Ryad. A Washington, le Congrès a commencé à se mobiliser contre le soutien logistique apporté par les États-Unis aux opérations menées par l'Arabie saoudite au Yémen. Il a exigé le 14 mars du président Donald Trump l'arrêt de tout engagement militaire au Yémen. Auparavant, Washington avait mis fin au ravitaillement en vol des avions de la coalition. Mais «les parties en conflit, y compris la coalition, n'ont montré aucun signe de faiblesse», relève Aleksandar Mitreski de l'Université de Sydney. Selon lui, les pressions peuvent servir avant tout à améliorer la situation humanitaire. «La pression internationale croissante qui s'exerce sur la coalition pourrait ouvrir de nouvelles voies pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Cette pression pourrait augmenter si les projecteurs se tournent de la Syrie vers le Yémen». L'Arabie saoudite et ses alliés sont intervenus au Yémen sur fond de volonté saoudienne de stopper l'influence croissante de l'Iran, le rival régional. Mais les combats avaient commencé dès septembre 2014 lorsque les rebelles venus du nord avaient marché



PH. &gt; D. R.

sur Sanaa et pris le dessus sur le gouvernement du président Abd Rabbou Mansour Hadi, aujourd'hui en exil en Arabie saoudite. Le conflit a fait depuis 2015 quelque 10 000 morts, en majorité des civils, selon un bilan partiel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des ONG estiment que le nombre de morts est nettement plus élevé, certaines citant un bilan cinq fois supérieur. Le choléra a aussi provoqué plus de 2 500 décès, selon l'OMS. Quelque 80% de la population, soit 24 millions de personnes, ont besoin d'assistance, d'après l'ONU, et la Haut-Commissaire aux droits de

l'Homme, Michelle Bachelet, s'est élevée contre le lourd tribut payé par les enfants. «Depuis l'accord (en Suède), on estime que huit enfants sont tués ou blessés quotidiennement au Yémen», a déclaré le 20 mars M<sup>me</sup> Bachelet. Elle a cité l'escalade des combats dans la province de Hajjah (nord-ouest), où, début mars, 12 enfants et 10 femmes ont été tués et 30 personnes, dont la moitié des enfants, blessés. «L'accord de Suède est vivant tant que les deux parties le préfèrent à une confrontation militaire pour Hodeida», souligne Rosa C. M<sup>me</sup> Dickinson.

## Israël

## La campagne de Netanyahu se déplace à Washington et la Maison-Blanche

Avec la visite du Premier ministre Benjamin Netanyahu à Washington cette semaine, ce sont les élections israéliennes qui vont se déplacer aux États-Unis, où le président Donald Trump s'affichera volontiers aux côtés de son grand allié. Le milliardaire américain est déjà bien présent dans la campagne en vue des élections législatives israéliennes du 9 avril: les partisans de M. Netanyahu ont affiché aux entrées de Jérusalem et Tel-Aviv des panneaux publicitaires géants des deux hommes se serrant la main. Et M. Netanyahu ne s'est pas privé de reprendre dans ses vidéos de campagne les propos de M. Trump le décrivant comme «dur, intelligent (et fort)», le jour même où le procureur général annonçait son intention d'inculper M. Netanyahu pour corruption, abus de confiance et fraude dans trois affaires. Mais le soutien de la Maison-Blanche est allé bien au-delà des images et des paroles: jeudi, M. Trump s'est servi de son outil de communication préféré, Twitter, pour faire ce qui a été largement considéré comme un cadeau de plus à M. Netanyahu. Rompant à nouveau avec le consensus international,

M. Trump s'est exprimé pour la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur la partie du Golan syrien dont Israël s'est emparé en 1967 et que l'État hébreu a depuis annexée. Peu avant l'annonce de M. Trump, la liste de M. Netanyahu régressait dans les sondages par rapport à celle de son principal concurrent, le général Benny Gantz. Pour certains observateurs, l'annonce de M. Trump a vocation à redonner un coup de fouet à la campagne électorale de M. Netanyahu, au pouvoir depuis une décennie. Benjamin Netanyahu, qui assure être le seul capable de tels succès diplomatiques, s'est empressé de saluer un moment «historique», publiant la photo de son entretien téléphonique avec M. Trump. De son côté, le président américain a affirmé que son initiative n'avait rien à voir avec les élections israéliennes et un éventuel soutien à M. Netanyahu. C'est aussi ce qu'a martelé le secrétaire d'État Mike Pompeo à propos de sa visite à Jérusalem mercredi et jeudi, au cours de laquelle il est devenu le premier responsable américain d'un tel niveau à se rendre en compagnie d'un Premier ministre israélien au

Mur des Lamentations, à Jérusalem, le site de prière le plus sacré pour les juifs. Les officiels américains se gardaient bien jusqu'alors d'un tel geste afin de ne pas paraître prendre partie dans les épineuses questions de souveraineté à Jérusalem. Certains analystes se demandent désormais si M. Netanyahu peut s'attendre à d'autres cadeaux américains, comme par exemple l'officialisation de la reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan, lors de sa visite à Washington. Honneur rare fait à un Premier ministre, M. Trump recevra M. Netanyahu à deux reprises à la Maison-Blanche: lundi pour une «réunion de travail», mardi pour un dîner. La réunion de travail aura lieu le même jour que l'intervention prévue de M. Gantz lors d'une conférence du lobby pro-israélien Aipac. Depuis son intronisation en janvier 2017, M. Trump a multiplié les gages en faveur d'Israël, culminants à ce jour avec la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre 2017, et le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv dans la ville sainte en mai suivant.



## Impuissance Souveraineté

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump, roi de la controverse, réussit toujours à créer la confusion sur tous les sujets qu'il aborde et cette semaine le Proche-Orient qu'il chamboule une nouvelle fois en affirmant dans un «tweet» que le Golan devrait être sous souveraineté israélienne. Une affirmation qui a été rapidement contestée par des membres de la communauté druze du plateau du Golan qui ont manifesté, samedi 23 mars, contre la déclaration du président américain Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur ce territoire, occupé depuis 1967. Le président américain a estimé jeudi sur Twitter qu'il était «temps pour les États-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan», rompant avec des décennies de diplomatie américaine au Moyen-Orient. Une vaste majorité de ces Druzes se considèrent comme Syriens et refusent d'acquiescer à la nationalité israélienne. Samedi, des hommes, femmes et enfants druzes se sont rassemblés dans la ville de Majdal Shams, à proximité de la zone tampon onusienne séparant la partie occupée et non occupée du Golan syrien. Ils ont brandi des drapeaux druzes et syriens, des portraits du président syrien Bachar al-Assad et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, en arabe, «Le Golan est syrien» ou «Nous sommes ceux qui décidons de l'identité du Golan». Pour Wafes Khatar, un représentant de la communauté kurde, Donald Trump a pris des engagements sur des «terres arabes, syriennes, mais pas israéliennes». «Nous rejetons la décision du président américain Trump car il parle de quelque chose qui ne lui appartient pas», a déclaré Khatar. Des dizaines de milliers de Syriens ont fui ou ont été expulsés lorsque Israël a conquis une grande partie du Golan en 1967 lors de la guerre des Six Jours, avant de l'annexer en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu cette annexion. D'autres sont restés dans la partie contrôlée par Israël où vivent aujourd'hui environ 23 000 Druzes, une branche hétérodoxe de l'islam chiite, aux côtés de 25 000 colons israéliens. La déclaration de Trump intervient une semaine après que le Département d'État américain a changé sa dénomination du Golan syrien en «contrôlé» et non plus «occupé» par Israël, un glissement sémantique qui avait été vu par certains comme le prélude à une reconnaissance américaine de la souveraineté israélienne. Cette reconnaissance doit encore se matérialiser au Congrès ou sous la forme d'un acte de l'exécutif américain. Trump continue ainsi à modeler le Proche-Orient selon les désirs de ses alliés de droite israéliens qui semblent avoir une emprise indiscutable sur la politique de Trump dans la région. Reste à espérer pour les Druzes et surtout pour les Palestiniens que ses interventions dans la politique au Proche-Orient s'arrêtent là, avant qu'il ne crée trop de chaos dans la vie de ceux qui sont d'ores et déjà assujettis au bon vouloir des autorités israéliennes.

F. M.





Cinéma / Enfance

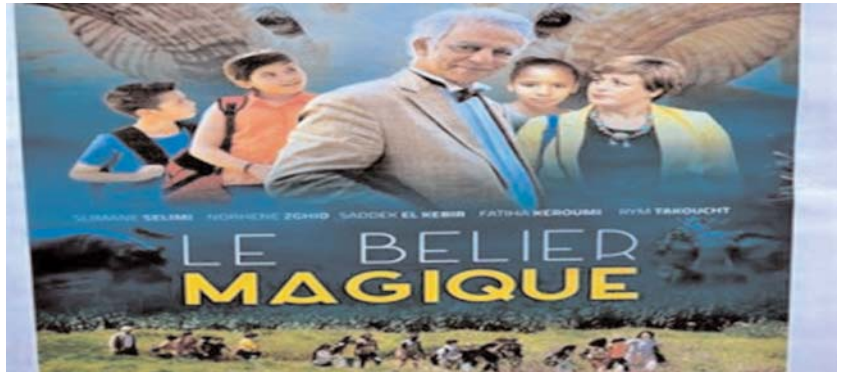
# «Le bélier magique» de Sadek El Kébir présenté à Alger

■ Présenté à la Cinémathèque d'Alger, le long métrage de 90 mn, réalisé par Sadek Kébir sur un texte co-écrit avec son épouse, est une immersion dans le monde animal qui invite à la découverte de différentes espèces animales et à leur droit au respect en tant qu'êtres vivants.

Par Adéla S.

«Le bélier magique», un long métrage fantastique sur les animaux de Sadek El Kébir, a été projeté samedi à Alger aux enfants, venus nombreux accompagnés de leurs parents. Présenté à la Cinémathèque d'Alger, le long métrage de 90 mn, réalisé par Sadek El Kébir sur un texte co-écrit avec son épouse, est une immersion dans le monde animal qui invite à la

découverte de différents espèces animales et à leur droit au respect en tant qu'êtres vivants. Dans le Parc d'attraction et de loisirs de Ben Aknoun, sur les hauteurs d'Alger, un guide - personnage magique et intemporel campé par le réalisateur - est habité par l'âme de «Kaâkaâ», un jeune bélier auquel il prête son corps pour empêcher son père d'en faire un bélier de combat. Une quinzaine d'écoliers visitent le parc dans le cadre d'une sortie pédagogique où il sont accueillis par le guide. Au



fur et à mesure de la visite, les enfants, fascinés par la sagesse du guide, à la parole sereine et mesurée, découvrent le mode d'alimentation, la reproduction et le cycle de vie de chaque animal. Parmi les écoliers, Slimane Selimi et Norhène Zghid se sont

particulièrement distingués dans les premiers rôles de cette distribution à caractère éducatif, soutenu par la présence remarquable des comédiens Mustapha Laribi et Yahia Bennamar. La bande originale est signée de Safy Boutella qui a

su allier l'esprit de bienveillance à celui du mystère de la magie et de la découverte. Le long métrage «Le bélier magique» a été présenté en avant-première le 2 mars dernier à Constantine. A. S./APS

Khenchela

## Grande affluence des enfants au festival «Lire en fête»

Une grande affluence des enfants a marqué la 9<sup>e</sup> édition du festival culturel «Lire en fête» ouverte samedi à la bibliothèque principale de la lecture publique à Khenchela, à l'occasion des vacances scolaires.

Les enfants ont suivi avec toute l'attention les pièces théâtrales proposées par les associations culturelles «Oussoud Kais» de Khenchela et «Rokoh El-Ouahat» de Ouargla, ainsi que le groupe «Baylassane» de Oued Souf et ont été ébahis par les tours de magie et d'illusions de l'artiste Madjid Abdel Baki, connu sous le nom de «Mimo». Rencontrée au premier rang à la bibliothèque principale, Sara Guelili, 6 ans, a exprimé sa joie d'assister au premier jour de ce festival, ajoutant qu'elle compte

bien participer aux ateliers proposés, ceux du chant et du dessin notamment.

De son côté, le conservateur de ce festival, Nadir Boutrid, a précisé à l'APS que cette édition de 5 jours propose de nombreuses activités, dont des at-

eliers de lecture électronique, d'apprentissage de l'alphabet tiffinagh, la constitution des cartes mentales autour d'un thème.

Le même responsable a fait savoir que cette 9<sup>e</sup> édition axe la lecture à travers l'organisation

de divers ateliers pédagogiques et artistiques pour encourager et motiver les enfants à la lecture et l'écriture en leur offrant «des espaces et des titres dans divers domaines».

La caravane «Lire en fête» devra sillonner plusieurs com-

munes de Khenchela, entre autres Yabous, N'sigha, la région de Siar à Chechar, dans la but de permettre aux enfants de se familiariser avec le monde de la lecture et de l'écriture, a-t-on conclu.

Hania G.

Oran

## «Es-Saâda», nouvelle pièce théâtrale à l'affiche

Une nouvelle pièce théâtrale, intitulée «Es-Saâda» (le bonheur), est à l'affiche à Oran où elle sera jouée le 27 mars prochain à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du théâtre, a-t-on appris samedi des organisateurs. La présentation de cette œuvre est prévue au Conservatoire municipal «Ahmed-Wahby», a indiqué à l'APS Mohamed Mihoubi, président de l'association culturelle locale «El-Amel», productrice

de l'œuvre. Ce spectacle coïncidera avec la cérémonie de sortie de la 22<sup>e</sup> promotion de l'Ecole de formation aux techniques théâtrales de l'association indiquée, a fait savoir M. Mihoubi, également metteur en scène de la nouvelle création. Un effectif de 17 jeunes artistes compose cette promotion appelée à faire valoir ses talents sur scène en interprétant différents personnages dans la pièce dédiée à la jeunesse, a-t-il expliqué.

L'association «El-Amel» a à son actif nombre de productions, dont la plus récente, intitulée «Tahouissa bel karroussa» (balade en carrosse), est programmée pour une tournée dans plusieurs écoles de la wilaya d'Oran. L'enseignement des techniques théâtrales dispensé par cette association a déjà bénéficié à plus de 900 amateurs, formés par l'association qui célèbre cette année le 43<sup>e</sup> anniversaire de sa création. Racim C.

Allemagne

## Des milliers de manifestants contre la réforme du droit d'auteur

Des milliers de manifestants ont défilé samedi partout en Allemagne pour «sauver internet», exhortant les eurodéputés à voter contre la future réforme européenne du droit d'auteur qu'ils jugent néfaste à la création en ligne.

Le Parlement européen doit se prononcer mardi sur une adoption définitive de ce projet controversé de directive révisée, présenté par la Commission européenne en septembre 2016.

D'autres manifestations étaient également prévues en Europe, notamment en Autriche, Pologne ou encore au Portugal.

Les manifestants à Berlin (15 000 selon les organisateurs), Munich (40 000 selon la police) ou encore Cologne, généralement jeunes, portaient des pancartes comme «Ne cassez pas

notre internet !», «Je ne suis pas un BOT (programme informatique qui envoie automatiquement des messages, NDLR)» ou encore «La liberté d'expression n'est malheureusement pas disponible dans ton pays».

«Nous avons vraiment besoin d'une réforme du droit d'auteur qui simplifie et uniformise tout au niveau européen, mais les intérêts de l'industrie se sont à nouveau affirmés ici», a expliqué Julia Reda, députée européenne du parti Pirate allemand fortement mobilisée contre ce projet.

Elle a proposé que la réforme soit votée, mais sans ses aspects controversés, invitant les différentes parties à «s'asseoir derrière une table et voir comment nous pouvons nous assurer, d'une part, que les grandes plateformes redistri-

buent une partie de leurs profits aux artistes et, d'autre part, que l'internet libre reste protégé».

Soutenue par des dizaines de médias européens, la réforme ambitionne d'adapter à l'ère du numérique la législation européenne du droit d'auteur, qui date de 2001, une époque où YouTube, Tumblr ou encore Twitter n'existaient pas.

Ses défenseurs espèrent obtenir une rémunération plus juste des plateformes utilisatrices de leur contenu, mais cette réforme reste combattue avec force par les géants du net, comme Google et les partisans d'un internet libre.

Dans leur collimateur, l'article 13 de la réforme, qui a pour objectif de renforcer la position de négociation des créateurs et ayants droit face aux plateformes

comme YouTube ou Tumblr, qui utilisent leur contenu. Dès lors, les plateformes seraient tenues pour juridiquement responsables des contenus.

Ainsi, pour trier les contenus qui peuvent être montrés, le plus simple est d'utiliser des filtres automatiques, des algorithmes, accusés par les partisans de la liberté sur internet d'ouvrir la porte à une certaine forme de censure.

En Allemagne, les sociaux-démocrates, membres de la coalition au pouvoir avec les conservateurs d'Angela Merkel, ont d'ailleurs exprimé samedi dans leur programme électoral pour les européennes leur désaccord sur la mise en place de tels filtres.

Autre article dans le viseur des opposants : le 11, qui précé-

nise la création d'un «droit voisin» du droit d'auteur pour les éditeurs de presse.

Il doit permettre aux médias de se faire mieux rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production par des agrégateurs d'informations, comme Google News ou des réseaux sociaux, comme Facebook.

Ces plateformes sont en effet accusées de profiter de ces contenus en détournant les retombées publicitaires normalement dévolues aux éditeurs.

Dans une tribune publiée vendredi, plus de 260 journalistes et photographes européens avaient estimé que l'adoption de cette directive était «une question de vie ou de mort pour les médias et de survie pour beaucoup d'artistes et d'auteurs».

R. C.



Championnat d'Algérie jeunes et espoirs de tennis de table

## Une dizaine d'athlètes triomphent

UNE DIZAINE d'athlètes ont été primés samedi, lors des finales du Championnat d'Algérie des jeunes et espoirs de tennis de table, qui s'est déroulé du 21 au 23 du mois courant à la salle OMS du stade 1<sup>er</sup>-Novembre à Tizi-Ouzou. Dans la catégorie des moins de 21 ans garçons, la première place est revenue à Abadli Wafi de l'AJ Khroub et à Seddiki Madina du CA Mohammadia (Alger) chez les filles. Enfin, pour la catégorie de moins de 10 ans, les premières places sont revenues à Kheniche Sofiane du CR Alger Plage pour les garçons et Abi Mouloud Chiffa du CS Tougourt chez les filles. Deux-cent-quatre-vingt-huit athlètes dont 144 filles ont pris part à cette compétition qui regroupé cinq catégories, benjamins (-10 ans), minimes (-12 ans), cadets (-15 ans), juniors (-18 ans) et espoirs (-21 ans) et durant laquelle près de 400 parties ont été disputées.

filles est revenu à Kessaci Amina de l'AC Boudouaou. Chez les moins de 12 ans garçons, la première place chez les garçons est revenue à Abadli Wafi de l'AJ Khroub et à Seddiki Madina du CA Mohammadia (Alger) chez les filles. Enfin, pour la catégorie de moins de 10 ans, les premières places sont revenues à Kheniche Sofiane du CR Alger Plage pour les garçons et Abi Mouloud Chiffa du CS Tougourt chez les filles. Deux-cent-quatre-vingt-huit athlètes dont 144 filles ont pris part à cette compétition qui regroupé cinq catégories, benjamins (-10 ans), minimes (-12 ans), cadets (-15 ans), juniors (-18 ans) et espoirs (-21 ans) et durant laquelle près de 400 parties ont été disputées.

Jusqu'à l'élection d'un nouveau président de la FA basket-Ball

## Gel des compétitions

LES PRÉSIDENTS de clubs de la Nationale 1 messieurs et dames de basket-ball, réunis ce samedi à Alger, avec le secrétaire général de la Fédération algérienne de la discipline (FABB), ont décidé de geler la compétition jusqu'à l'élection d'un nouveau président de l'instance fédérale. «Après une réunion de travail avec les présidents de clubs de la Nationale 1 messieurs et dames, il a été décidé de geler toutes les compétitions jusqu'à l'élection d'un nouveau président de la FABB et d'un bureau fédéral», a déclaré le secrétaire général de la FABB, Redouan Djoudi. Les membres de l'assemblée générale de la FABB, réunis en session ordinaire le 14 mars dernier à Alger, avaient rejeté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2018. Sur les 59 membres présents, 29 ont voté le rejet des bilans présentés par

le président de la FABB, Ali Slimani, et son bureau exécutif, contre 6 voix favorables et 3 abstentions. «Nous attendons la décision du ministère de la Jeunesse et des Sports qui doit statuer de façon définitive sur le choix des membres de l'assemblée générale. En cas d'approbation du MJS les commissions installées lors de l'AG Ordinaire entameront leur travail et fixeront la date de l'AG Elective», a ajouté Djoudi. Il y a lieu de noter que cette situation bloque également le fonctionnement de la direction technique nationale, qui avait prévu plusieurs stages durant les vacances scolaires pour les petites catégories. Seul candidat, Slimani avait été élu à l'unanimité en 2017 lors d'un scrutin qui s'était déroulé en présence de 70 membres de l'AG qui ont également élu les membres du bureau fédéral.

Championnat d'Afrique des clubs dames de volley-ball

## Le GSP sorti par le CF Carthage

LES VOLLEYEUSES algériennes du GS Pétroliers ont été éliminées en demi-finale du Championnat d'Afrique des clubs 2019, en s'inclinant face aux tenantes du titre, les Tunisiennes du CF Carthage sur le score de 3 sets à 1 (25-23,

24-26, 16-25, 24-26), vendredi au Caire (Egypte). La deuxième demi-finale oppose le club organisateur d'Al Ahly du Caire à Pipeline du Kenya. La finale et le match de classement pour la 3<sup>e</sup> place sont prévus aujourd'hui.

Handisports

## Les équipes de natation et de tennis de table reprennent

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de handisport, Mohamed Hachfa a annoncé le retour à la compétition des équipes de natation et de tennis de table, en perspective des prochains rendez-vous sportifs, après un arrêt de plusieurs années. Dans une déclaration à l'APS, en marge du Festival de handisports «Mitidja», ouvert samedi au lycée sportif, Hachfa a fait part d'actions en cours, au niveau de sa Fédération, en vue de réactiver nombre d'équipes aux besoins spécifiques, dont l'activité avait été gelée durant de nombreuses années (pour des raisons qu'il n'a pas citées). Il a cité particulièrement les équipes de natation et de tennis de table. «La sélection nationale de natation a

entamé, ce samedi, son premier stage à Bordj Bou Arreridj», a-t-il fait savoir, exprimant son souhait que cette dernière réalise de «bons résultats qui honoreront le handisport algérien, qui s'est toujours distingué dans différentes joutes mondiales», a-t-il souligné. Le président de la Fédération algérienne de handisport a cité pour preuve de cette représentation honorable du handisport algérien, l'équipe nationale de judo, qui a obtenu deux médailles en argent au Portugal, alors que celle d'athlétisme s'est distinguée par une 2<sup>e</sup> place mondiale aux Jeux mondiaux-2019 des handicapés moteurs et cérébraux.

Equipe nationale

# Belmadi compte incorporer les titulaires face à la Tunisie

■ Après avoir effectué une revue d'effectif lors du dernier match des éliminatoires de la CAN face à la Gambie qui s'était soldé sur un nul, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, compte incorporer les joueurs titulaires lors du match amical que disputera la sélection nationale face au voisin tunisien demain au stade Mustapha-Tchaker à Blida.

Par Mahfoud M.

En effet, il devrait aligner les Attal, Bensebaini, Mendi, Benlamri, Lakehal, Feghouli, Taïder, Mahrez, Benrahma et Bounedjah. Le driver des Verts pense qu'il est temps de préparer le groupe sur lequel il devrait compter lors de la prochaine CAN qui se déroulera en Egypte. Belmadi souhaite connaître la forme de tout le monde pour voir ensuite quelles sont les lacunes qu'il devra corriger, d'autant plus que la compétition se déroulera dans trois mois au maximum. Ce match devrait être très important pour la sélection qui se doit d'être au rendez-vous pour ce tournoi, sachant que le sélectionneur national souhaite aller le plus loin possible. Le coach de l'EN ne veut pas perdre beaucoup de temps, d'autant plus qu'il faudra maintenant assurer les automatismes dans l'équipe pour pouvoir préparer la CAN dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, et pour ce qui est du groupe qu'il avait incorporé lors du match face à la Gambie, il a confié à ses proches qu'il était satisfait de certains élé-



Belmadi commence les choses sérieuses

ments, à l'image de Abeid, Ounas et Benacer qui se sont bien comportés alors que d'autres n'ont pas montré de grandes dispositions et devront se donner à fond s'ils souhaitent être au rendez-vous de ce tournoi qui se déroulera en Egypte. Tout se décidera lors des prochains matchs amicaux qui

seront décisifs pour certains éléments appelés à redoubler d'efforts pour ne pas se faire griller et être écartés de cette compétition très importante pour n'importe quel joueur qui souhaiterait donner une certaine dimension à sa carrière.

M. M.

CAN2019 (U23) qualification-2<sup>e</sup> tour aller

## La Guinée équatoriale et l'EN font match nul

La Guinée Equatoriale et l'Algérie ont fait match nul (0-0) en match comptant pour le deuxième tour aller des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019 des moins de 23 ans (U23), disputé samedi au

«Estadio De Malabo». La manche retour se déroulera le mardi 26 mars à 17h00 au stade 5- Juillet. Elle sera dirigée par un trio béninois composé de Djindo Louis Houngnandane, Gbemassiandan Narcisse

Koutou et Koudogbo Augustin Kougbemedé. La phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des U-23, qualificative aux Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo, aura lieu en Egypte du 8 au 22 novembre prochain.

Course cycliste à Adrar

## Plus de trente coureurs au rendez-vous

Trente cinq coureurs ont pris part à une course cycliste organisée samedi à Adrar par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), en coordination avec la Direction locale de la jeunesse

et des Sports. Regroupant des cyclistes de la wilaya d'Adrar et de l'équipe d'El-Kantara (Biskra), la course s'est déroulée sur une boucle de quatre kilomètres au centre-ville d'Adrar, dans de «bonnes» conditions d'organisation, a indiqué le président de la ligue de wilaya de cyclisme, Abdelwahab Hida. Cette manifestation vise à promouvoir cette discipline sportive dans le Sud et à prospecter de nouveaux talents, en donnant l'opportunité aux jeunes de côtoyer des sportifs de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, a souligné le secrétaire général de la FAC, Kheireddine Berbari, mettant aussi en avant l'impact du sport dans la valorisation des grandes potentialités touristiques de la wilaya d'Adrar. Berbari a révélé, en outre, que la

wilaya d'Adrar pourrait, au regard de ses fortes potentialités touristiques, être intégrée dans le circuit du Tour d'Algérie cycliste devant être organisé prochainement, afin de contribuer au développement de ce sport dans cette région qui renferme de jeunes talents prometteurs. Le président de l'équipe cycliste d'El-Kantara (Biskra), Lyès Laroui, s'est félicité, de son côté, des conditions de déroulement de cette compétition, saluant aussi l'hospitalité des habitants de la région, en plus de la beauté du cachet urbanistique d'Adrar. Les trois premières places de cette compétition sportive ont été remportées par des cyclistes de l'équipe d'El-Kantara.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

21<sup>e</sup> édition du festival national du Dahra à Mostaganem

## Le cavalier Ali Mesrati remporte le grand prix 3 étoiles

LE CAVALIER Ali Mesrati du club Haras étoile de l'est de Constantine a remporté le grand prix 3 étoiles de saut d'obstacles comptant pour la 21<sup>e</sup> édition du Festival national équestre de la «Dahra», clôturée samedi au centre équestre «Tadlaoui Abdelkader» dans la commune de Sayada à Mostaganem.

Le cavalier Ali Mesrati montant «Shilling de Keos» s'est illustré en décrochant la première place avec un sans fautes sur des obstacles de 1,40 mètre, devant Cyril Poirey du Club hippique «Haras Hocine El Mansour» de Mostaganem enfourchant «Vaudreuil de Mars» et Abdelkrim Benbarnou du club «Fares Mestghanemi» sur «Sydney». Cette épreuve reine, disputée en deux manches, a regroupé 20 cavaliers seniors de 2<sup>e</sup> degré et des chevaux de 6 ans et plus.

L'épreuve des juniors sur des obstacles de 1,20 mètre a été remportée par le cavalier Mahi Moundir du club équestre «Haras Hocine El Mansour» de Mostaganem. Cette manifestation de sport

équestre, organisée durant deux semaines par le club hippique «Fares Mestghanemi» en collaboration avec la Fédération équestre algérienne, a enregistré la participation de plus de 100 cavaliers cadets, juniors et seniors représentant les différentes clubs équestres du pays. Deux week ends durant, les meilleurs couples cavaliers et cavalières présents à Mostaganem ont rivalisé, au grand plaisir des spectateurs, dans 27 épreuves dont les deux grands prix, deux et trois étoiles. A rappeler que le grand prix deux étoiles, disputée la semaine dernière a été remporté par le cavalier Sahraoui Sami du club Haras «Etoile de l'Est» de Constantine. Les lauréats de cette édition du festival national du Dahra ont été récompensés par des trophées et médailles lors d'une cérémonie de clôture, en présence de membres de la Fédération équestre algérienne et de représentants de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Mostaganem. **Lyes B.**

## Imposante marche des avocats à Alger



Béjaïa

## Mécontentement chez les pompiers

■ Remous dans le secteur de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. Les pompiers ont observé hier un rassemblement de protestation au niveau de l'unité principale des Quatre chemins au chef-lieu de Béjaïa.

Par Hocine C.

Ces derniers expriment leur mécontentement sur «la mauvaise gestion du secteur à tous les niveaux», si l'on

fait référence aux nombreuses pancartes accrochées sur le barreaudage de clôture de l'établissement. Ils étaient nombreux, les agents, à revendiquer «le départ du directeur» qu'ils tiennent pour

responsable de la situation et du déclin qui couve dans le secteur. On pouvait lire sur les pancartes arborées à l'occasion, «directeur dégage, les agents de la Protection civile protestent», «départ et changement des chefs de services, changement des responsables de la mutuelle et des œuvres sociales, entre autres. Les protestataires s'en prennent aussi aux responsables du syndicat auxquels ils dénie la représentativité. «Le syndicat ne nous représente pas», lit-on sur une pancarte. Ainsi, le divorce semble plus que jamais consommé entre les agents et leurs responsables dans la mesure où les mécontents revendiquent le départ immédiat de ces derniers et un changement radical dans la gestion du secteur, à tous les niveaux. **H. C.**

Hafid B.

Tipasa

## Une fillette retrouvée morte et sa sœur gravement blessée dans des «circonstances obscures»

UNE FILLETTE de 4 ans a été retrouvée morte au moment où sa sœur adoptive a été gravement blessée samedi soir à la cité des Oliviers de la ville de Douaouda marine, à l'est de Tipasa, a-t-on appris dimanche de sources sécuritaires. Selon les mêmes sources, la fillette a été retrouvée morte des suites de plusieurs coups qui lui auraient été assésés dans des «conditions obscures», au moment où sa sœur adoptive (6 ans) a été gravement blessée, et se trouve actuellement en soins intensifs à l'hôpital de Tipasa. Des investigations sont en cours en vue de déterminer les cir-

constances de ce crime et la victime aurait succombé, selon la même source, des «suites d'une hémorragie aiguë causée par des blessures dues à des coups qui lui ont été assésés». La même source qui n'a pas donné de plus amples informations pour «préserver le secret de l'enquête», a signalé que les parents adoptifs des deux petites filles sont entendus actuellement par la police judiciaire, au même titre que certains proches de la famille, dans l'attente du rapport du médecin légiste qui va procéder à une autopsie du corps de la victime. **Slim O./APS**

R. I.

1<sup>re</sup> wilaya à l'échelle nationale

## Souk Ahras, championne dans la collecte de lentilles

LA WILAYA de Souk Ahras s'est classée première à l'échelle nationale, au titre de la précédente saison agricole en termes de collecte de lentilles avec 35 000 quintaux collectés sur les 50 000 qx produits, a indiqué dimanche le président de la chambre locale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hambli. Cette récolte importante qui dépasse largement celle des 4 000 quintaux de la saison 2016/2017 a

été obtenue sur 2 600 hectares, a indiqué à l'APS le président de la chambre en marge d'une journée de sensibilisation des agriculteurs. Cette évolution est le fruit de la récupération d'importantes surfaces de terres agricoles incultes, l'engouement des agriculteurs pour cette spécialité et l'utilisation de semences d'excellente qualité et l'aide publique estimée à 2 600 DA pour le quintal, a assuré M. Hambli, qui a

noté la concentration de cette culture dans les communes de Merahena, Tifech, Taoura, Lekhedara, Ouilène et Bir Bouhouch. Stratégique dans la politique de l'Etat pour la réduction de la facture des importations, la culture de lentille a ainsi permis de récupérer de grandes surfaces incultes dans cette wilaya frontalière, a souligné le président de la chambre de l'agriculture qui a appelé à la

poursuite de cette dynamique de développement favorable à l'économie nationale. La campagne de culture des légumineuses pour la saison agricole 2018/2019 concernera dans la wilaya de Souk Ahras 4 728 hectares dont 3 243 hectares pour les lentilles, 1 174 hectares pour les pois chiches, 254 hectares pour les fèves, 31 hectares pour les petits pois et 26 hectares pour les haricots. **Hafid B.**

Bouzaréah

## Coupage de gaz prévue aujourd'hui

LA DIRECTION de distribution de Bologhine de la société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) a indiqué dimanche, qu'une coupure de l'alimentation en gaz est programmée pour lundi dans des quartiers de Bouzaréah et ce, pour raison de travaux de réparation sur le réseau de gaz. Ainsi, précise la même source dans un communiqué, les quartiers de Bouzaréah qui seront concernés par cette coupure sont les lotissements Dazinière, Badri, Oued l'Orange, Bouhammam,

Puits des Zouaves, Bouscoul, Amara et la Tribu, ainsi que la route de Bainem. La Direction de distribution de Bologhine a aussi souligné que la coupure de l'alimentation en gaz surviendra à compter de 13h00 et durera jusqu'à la fin des travaux de réparation sur le réseau. Tout en s'excusant des désagréments pouvant découler de cette coupure, la Direction de distribution de Bologhine met le numéro 3303 à la disposition de sa clientèle pour plus d'information. **K. L.**

Etats-Unis

## Un individu ouvre le feu à San Francisco, au moins un mort et trois blessés

UNE PERSONNE a ouvert le feu samedi soir à San Francisco, faisant au moins un mort et trois blessés, a indiqué la police, soulignant que l'auteur des faits est activement recherché. «Une personne a été tuée et trois autres blessées lors d'une fusillade sur-

venue dans la ville de San Francisco en Californie», rapporte la chaîne KGO-TV citant la police. Selon le média, un individu a ouvert le feu samedi vers 20h40 heure locale. Plusieurs vidéos émorgées sur les réseaux sociaux montrent des véhicules

des services d'urgence déployés sur les lieux. La police de San Francisco a précisé que trois blessés ont été hospitalisés, l'un d'entre eux dans un état grave. Les forces de l'ordre n'ont pas donné d'autres détails. **R. I.**